

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 4 juin 2014

Chancellerie d'Etat

50 2013.0935 Motion 190-2013 Fuchs (Berne, UDC) Renforcer les droits populaires dans le canton de Berne

N° de l'intervention: 190-2013
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 29.07.2013
Déposée par: Fuchs (Berne, UDC) (porte-parole)
Bärtschi (Lützelflüh, UDC)
Bühler (Cortébert, UDC)
Hadorn (Ochlenberg, UDC)
Hess (Berne, UDC)
Jost (Thoune, UDC)
Knutti (Weissenburg, UDC)
Moser (Landiswil, UDC)
Struchen (Epsach, UDC)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 236/2014 du 26 février 2014
Direction: Chancellerie d'Etat

Renforcer les droits populaires dans le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de proposer les modifications suivantes de la Constitution cantonale et de la loi sur les droits politiques :

1. Le nombre de signatures nécessaires pour faire aboutir une initiative populaire, un projet populaire et une demande de référendum est réduit de moitié. Pour les initiatives, 7 500 signatures devront être réunies ; pour le référendum et le projet populaire, 5 000 signatures seront nécessaires.
2. Le délai imparti pour la récolte des signatures passera de trois à quatre mois pour le référendum et le projet populaire.
3. Un référendum parlementaire est introduit : 50 membres du Grand Conseil peuvent demander une votation.

Développement

Les Bernois et les Bernoises ont la possibilité d'agir directement sur la politique cantonale en déposant une initiative populaire ou en demandant le référendum. Les obstacles sur cette voie sont cependant hauts. Il faut en effet obtenir 10 000 signatures valables en l'espace de trois mois pour faire aboutir une demande de référendum. Pour les initiatives cantonales, il faut réunir 15 000 signatures en six mois.

Quelque 720 000 personnes ont le droit de vote dans le canton de Berne. Ainsi, il faut la signature de quelque 2.1 pour cent pour présenter une initiative. A titre de comparaison, le canton de Zurich compte plus de 885 000 électeurs et électrices en matière cantonale. Et pourtant, 6 000 signatures suffisent pour faire aboutir une initiative populaire. Le quota de signatures est donc de 0.7 pour cent pour l'initiative, et de 0.4 pour cent pour le référendum. Dans le canton d'Argovie, les règles sont similaires, puisqu'il suffit de 0.8 pour cent d'électeurs et d'électrices pour faire aboutir une initiative ou une demande de référendum.

La réduction du nombre de signatures nécessaires rendrait plus simple pour les personnes politiquement intéressées l'intervention dans la politique cantonale au moyen d'une initiative ou d'un référendum. Les droits populaires s'en trouveraient renforcés, et l'intérêt des citoyens et citoyennes pour la politique bernoise serait conforté. Il n'y a aucune raison de craindre que la

réduction du nombre de signatures ne contribue à gripper les rouages des institutions politiques, au contraire : cela permettrait plutôt l'exercice des droits populaires sans la diffusion de coûteux imprimés et sans la rétribution des personnes chargées de la récolte de signatures. La participation politique pourrait devenir un vrai droit populaire.

Le canton de Zurich pratique par ailleurs un autre droit populaire, le référendum parlementaire. Cet instrument permettrait à un nombre déterminé de députés et députées de demander une votation.

Réponse du Conseil-exécutif

1.

Dans la Constitution cantonale (ConstC) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1995, le nombre de signatures requises pour les initiatives et les référendums avait été augmenté. Pour les initiatives, il était passé de 12 000 à 15 000, pour les demandes de vote populaire, de 5 000 à 10 000. Le délai imparti pour la récolte de signatures est de six mois pour les initiatives dans le canton de Berne, de trois mois pour les demandes de vote populaire. Depuis 1995, le nombre d'électeurs et électrices est passé dans le canton de Berne de 675 583 à 722 827 (état: 24 novembre 2013). Le pourcentage de signatures nécessaires pour faire aboutir une initiative ou une demande de vote populaire a donc légèrement diminué. S'il fallait en 1995 que 2,22 pour cent des électeurs et électrices aient signé une initiative pour qu'elle puisse aboutir, ce pourcentage est aujourd'hui de 2,07. S'agissant des demandes de vote populaire, il fallait en 1995 la signature de 1,48 pour cent des électeurs et électrices, alors que 1,38 pour cent suffisent aujourd'hui. En revanche, les circonstances de la récolte de signatures ont fortement changé: alors que la progression du vote par correspondance a fait perdre de son importance à la récolte à l'entrée des locaux de vote, les nouveaux médias facilitent la récolte de manière déterminante: les listes de signatures peuvent être téléchargées sur Internet ou envoyées par courrier électronique, et les médias sociaux (Facebook, Twitter etc.) simplifient la mobilisation en faveur d'un projet populaire. Progressivement, la récolte de signatures en faveur d'une initiative ou d'un référendum est devenue plus simple, ce qui est un argument contre l'abaissement du nombre de signatures requises.

Les motionnaires se réfèrent aux cantons de Zurich et d'Argovie, où la barre est placée nettement plus bas (Zurich: 6 000 signatures pour une initiative, soit 0,67 % des électeurs et électrices, et 3 000 signatures pour un référendum (0,34 %) ; Argovie: 3 000 signatures pour une initiative et un référendum, soit 0,74 % des électeurs et électrices). En revanche, le canton de Genève a placé le seuil beaucoup plus haut que le canton de Berne (4 % des électeurs et électrices pour une initiative constitutionnelle, 3 % pour une initiative législative ou un référendum), et plusieurs autres cantons ont également un seuil plus haut. Dans le canton de Vaud, par exemple, 12 000 signatures sont nécessaires pour pouvoir déposer une initiative ou un référendum (2,88 % des électeurs et électrices), dans le canton de Fribourg, il faut 6 000 signatures (3,15 %). Dans le canton de Bâle-Ville, il faut 3 000 signatures pour une initiative (2,63 % des électeurs et électrices), 2 000 pour un référendum (1,75 %). En comparaison cantonale, le canton de Berne se trouve donc au milieu en ce qui concerne les signatures requises pour l'initiative et le référendum.

Des exemples des années passées montrent qu'à diverses reprises dans le canton de Berne, des groupes organisés hors des partis ou des associations professionnelles sont parvenus à lancer une initiative ou un référendum. C'est le cas, pour citer quelques exemples récents, du projet populaire concernant la loi sur l'imposition des véhicules routiers (LIV), déposé le 16 avril 2010 avec 25 912 signatures, ou de la demande de vote populaire déposée contre le concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives, déposé le 15 août 2013 avec 11 461 signatures. Dans plusieurs cas, le nombre de signatures déposées était largement supérieur au nombre requis. Cela vaut pour le projet populaire concernant la loi sur l'imposition des véhicules routiers (LIV) qui a déjà été cité, le projet populaire concernant la loi sur l'énergie, déposé le 9 août 2010 avec 20 063 signatures, ou l'initiative demandant

l'abrogation de l'impôt sur les mutations, déposée le 27 août 2010 avec 26 449 signatures. Dans d'autres cas, le texte a pu être déposé bien avant l'expiration du délai imparti pour la récolte, comme cela a été le cas de l'initiative populaire pour la mise à l'arrêt de la centrale de Mühleberg, déposée le 10 février 2013. Le Conseil-exécutif est d'avis que les droits populaires sont suffisamment bien développés dans le canton de Berne, raison pour laquelle il estime que la réduction du nombre de signatures requises n'est pas indiquée. Il lui semble parfaitement légitime qu'il faille passer certains obstacles avant de pouvoir imposer une votation. La démocratie ne se caractérise pas seulement par le nombre élevé des votations populaires mais aussi par la pertinence des objets soumis à la votation, ou par le fait que les objets soumis à la votation aient réuni contre eux une opposition sérieuse. De plus, la multiplication des objets soumis à la votation, qui d'ores et déjà sont relativement nombreux, présente le risque de causer la lassitude des électeurs et électrices devant le grand nombre de votations.

2.

Les mêmes réflexions valent pour la prolongation des délais de récolte des signatures en faveur d'une demande de vote populaire. D'autres cantons pratiquent des délais nettement plus courts (Zurich et Vaud : 60 jours, Bâle-Ville : 42 jours, Fribourg : 30 jours). Par ailleurs, il faut relever que dans le canton de Berne, les comités d'initiative et les comités référendaires bénéficient d'une facilité supplémentaire. En effet, à l'échéance du délai de trois ou de six mois, les comités doivent déposer les signatures d'abord au service communal responsable de la tenue du registre électoral pour les faire valider. Cela leur donne un mois de plus avant que les signatures ne doivent être déposées à la Chancellerie d'Etat avec les attestations de la qualité d'électeur.

3.

Le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas souhaitable d'introduire un référendum du Grand Conseil, comme le demandent les motionnaires. Conformément à la Constitution cantonale, un projet soumis à la votation facultative est soumis à la votation obligatoire si 100 membres du Grand Conseil en décident ainsi. C'est à dessein que le constituant a pris l'option à l'époque d'une majorité qualifiée et donc d'un recours mesuré à la votation populaire obligatoire (cf. Walter Kälin/Urs Bolz, Manuel de droit constitutionnel bernois, Berne 1995). Si le suffrage de 50 députés et députées devait suffire pour ordonner une votation populaire, les plus grandes forces politiques du parlement seraient dans bien des cas dispensées de la récolte de signatures. Seuls les plus petits partis et les groupements non parlementaires seraient contraints d'emprunter la voie du référendum facultatif. L'institution d'un référendum du Grand Conseil contribuerait par ailleurs à faire augmenter le nombre des votations populaires, ce qui est loin de signifier un surplus de démocratie (voir ch. 1).

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 50, motion de M. Fuchs «Renforcer les droits populaires dans le canton de Berne». M. Fuchs a la parole.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). «Volksrechte im Kanton stärken!» – mit dieser Motion wollen wir die Anzahl erforderlicher Unterschriften senken, die Fristen verlängern und ein Grossratsreferendum einführen. In diesem Sinn bitten wir um eine punktweise Abstimmung. Was ist gegen eine Stärkung der Volksrechte einzuwenden? Im Grunde genommen nichts, ausser, man habe selber noch nie Unterschriften gesammelt. Die Kritik wird wohl von denjenigen kommen, die den Aufwand für keine grosse Sache halten. Auch die Antwort der Regierung wurde wahrscheinlich von jemandem verfasst, der selber nie auf der Strasse Unterschriften gesammelt hat. In der Antwort wird geschrieben, die Unterschriftensammlung sei mit Facebook, Twitter und Internet einfacher geworden. Leute, die für Referenden oder Initiativen aktiv Unterschriften sammeln, machen ganz andere Erfahrungen. Damit spreche ich auch die kleineren Parteien an; diese wissen, dass die Unterschriftensammlung nicht einfacher geworden ist. Zum Teil werden über Internet sehr viele

ungültige Unterschriften eingeschickt, oder Originale werden nicht korrekt ausgefüllt. Auf der Strasse erleben wir eher das Gegenteil. Das Internet hat dazu geführt, dass viele Leute nicht mehr unterschreiben wollen, weil sie Bedenken haben, dass ihre Unterschrift irgendwo abgespeichert wird. Dies sieht man auch anhand der Rücksendungen: Die Leute stecken den Unterschriftenbogen in einen Umschlag, aus Angst, überwacht zu werden bzw. weil man herausfinden könnte, wer was verlangt. So gesehen ist die Unterschriftensammlung nicht einfacher, sondern schwieriger geworden. Dies hängt auch damit zusammen, dass die Sammlung an den Urnen – wie noch vor ein paar Jahren der Fall – nicht mehr möglich ist. Heute gehen viel weniger Leute an die Urne. Wenn sie überhaupt abstimmen, tun sie es schriftlich. Demzufolge müssen wir keine explosive Zunahme von Initiativen befürchten. Der Kanton Zürich dürfte das beste Beispiel dafür sein, dass es zu keiner Flut von Initiativen kommt. Wer genug Geld hat, kann es natürlich auf dem schriftlichen Weg machen mit der Bedienung sämtlicher Haushaltungen. Aber auch dort zeigt sich, dass der Rückfluss nicht mehr so einfach ist, wie man es sich vorstellt. Vielfach müssen am Schluss trotzdem Aktionen gemacht werden, um die Unterschriften überhaupt zusammenzubringen. Die FDP hat diese Schwierigkeit bestens erlebt, als sie selbst eine Initiative einreichen wollte. Wir möchten ein Zeichen setzen, dahingehend, dass wir keine Angst vor der Bevölkerung haben, sondern dass jeder vom Volk selber getroffene Entscheid ein guter Entscheid ist. Nun können wir darüber diskutieren, wie vieler Unterschriften es genau bedarf. Will man die Zahl halbieren? In diesem Sinn wandeln wir unseren Vorstoss in ein Postulat und beantragen, dieses im Rahmen der Revision der Kantonsverfassung (KV) zu behandeln bzw. es an die damit betraute Kommission für Staatspolitik und Aussenbeziehungen (SAK) zu übergeben. Die SAK muss die KV ohnehin im Zusammenhang mit dem Volksvorschlag behandeln. Deshalb wäre es richtig, die Thematik um die Stärkung der Volksrechte in der SAK beraten zu lassen. Folglich würde es sich nur noch um einen Planungsauftrag handeln. Es wäre aber ein starkes Zeichen dieses Rates, zu empfehlen, die Frage, wie viele Unterschriften künftig für eine Initiative notwendig sind, zu prüfen. Eine Initiative sollte mit einem normalen Aufwand zustande gebracht werden können, ohne dass es dafür grosser finanzieller Mittel oder eines monatelangen Aufwands bedarf. Wir beantragen Ihnen, unseren in ein Postulat umgewandelten Vorstoss als Eingabe im Zusammenhang mit der KV-Revision anzunehmen. Entgegen meiner Vorstellung geht dies zwar nicht ganz so schnell, aber besser so als gar nicht. Wir haben ab und zu gehört, dass die Reduktion der Unterschriften immer von linker Seite verlangt worden sei. Dem ist tatsächlich so: Dieser Vorstoss ist kein Schnellschuss; ich habe ihn vor langer Zeit zusammen mit Corrado Pardini, der heute Nationalrat ist, vorbereitet. Der Vorstoss ist unverfälscht. Hätte ihn Corrado Pardini eingereicht, wäre vielleicht die SVP dagegen gewesen. Heute ist durch mein Einreichen vielleicht die SP dagegen. Das Beste wäre also eine Weiterbehandlung durch die SAK. In diesem Sinn beantrage ich Zustimmung zum Postulat.

La présidente. La Chancellerie d'Etat n'accepte même pas un postulat. Je donne donc la parole à M. Klopfenstein pour les Radicaux.

Hubert Klopfenstein, Biel/Bienne (PLR). Bei aller Sympathie für die Volksrechte, Herr Fuchs, lehnen wir den Vorstoss auch in der Postulatsform ab, dies sowohl aus formellen als auch als inhaltlichen Gründen: Die KV wurde im Jahr 1995 revidiert. Die Zahl der Unterschriften wurde bereits damals thematisiert. Die Revision wurde notabene von alt Bundesrat Samuel Schmid geleitet. Die Stimmenzahl wurde nach oben geändert. Diese nach 19 Jahren zu senken, scheint uns – nachdem die Bevölkerungszahl zugenommen hat – etwas fragwürdig, zumal kein grosser Handlungsbedarf besteht. Soweit zum formellen Grund; es gibt aber auch materiell-inhaltliche Gründe für eine Ablehnung: Meine Damen und Herren, wir leiden heute unter einer Flut von Initiativen. Dies wurde kürzlich von einem prominenten Gewerbeverbandspräsidenten gesagt. Unter dieser Prämisse eine Senkung der Unterschriftenzahl vorzunehmen, ist nicht sehr opportun, könnte sie sich doch als Bumerang erweisen. Herr Fuchs hat es selber angetönt: Die letzten Initiativen – nehmen wir an auf Bundesebene – wurden doch eher von rot-grünen, wirtschafts- und gewerbefeindlichen Gruppierungen, Parteien und Interessensvertretungen eingereicht, die – wenn ich es so ausdrücken darf – auf «Geldvernichtung» spezialisiert sind. Diesbezüglich denke ich unter anderem an die Initiative «Mühleberg vom Netz». Eine Senkung der Schwelle ist ein Spiel mit dem Feuer. Hinzu kommt, dass die von Ihnen, Herr Fuchs, verlangte Zahl von 7500 Unterschriften nicht mehr so hoch ist. Ein grösseres Quartier einer Stadt oder einer Agglomeration könnte aus einer Laune heraus eine Initiative starten, was uns – auch mit Blick auf die Kosten – gefährlich erscheint. Eine Initiative muss, wenn sie sinnvoll ist, breit abgestützt sein. Die Unterschriftensammlung kann

auch durch die Parteien finanziert werden. So steht ein Teil der Bevölkerung dahinter. «Laune»-Initiativen zu starten, die schliesslich doch chancenlos sind, ist mit grossen Kosten verbunden. Zudem könnten sie sich gerade für unsere Kreise als Bumerang erweisen. Zu Ziffer 3, zum Grossratsreferendum: Wenn ich an die fragilen Mehrheiten im Grossen Rat denke, die es erlauben, endlich einen Beschluss oder ein Gesetz zusammenzukriegen, so kann es nicht sein, dass 50 Mitglieder des Grossen Rates bewirken können, dass das Karussell wieder von vorn beginnt. Deshalb scheint uns die geforderte Zahl zu tief. Was die Fristen anbelangt, so war unsere Fraktion drei Monaten gegenüber offener eingestellt. Wir lehnen auch diesen Punkt ab. Wenngleich das Postulat zuckersüss präsentiert wird, wollen wir nicht an der Unterschriftenzahl rütteln. Wir leiden bereits heute unter einer Flut von Initiativen. Gerade für die bürgerlichen Parteien kann eine Herabsetzung der Unterschriftenzahl zu einem Bumerang werden. Deshalb stimmen Sie bitte Nein!

Monika Gygax-Böniger, Obersteckholz (PBD). Die Motionäre empfinden die Hürden für das Einreichen von Volksinitiativen, Volksvorschlägen und Referenden im Kanton als zu hoch. Die Anzahl an Unterschriften soll für die Volksinitiativen herabgesetzt bzw. halbiert werden. Zudem soll die Sammlungsfrist von heute drei auf vier Monate heraufgesetzt werden. Auch soll ein Grossratsreferendum eingeführt werden, welches es 50 Ratsmitgliedern erlaubt, eine Abstimmung zu verlangen. Ich fasse mich kurz: Die BDP-Fraktion lehnt die vorliegende Motion bzw. auch das Postulat aus den vom Regierungsrat dargelegten Gründen ab. Ich verzichte darauf, diese zu wiederholen. Aus unserer Sicht fasst der Regierungsrat die Tatsachen gut und umfassend zusammen. Dass die Hürden in unserem Kanton nicht allzu hoch liegen, haben Beispiele aus der jüngsten Vergangenheit gezeigt. Auch Gruppen ausserhalb der organisierten Politik und von Verbänden haben die Möglichkeit, Initiativen und Referenden einzureichen – und dies relativ schlank, rasch und teilweise mit deutlich mehr Unterschriften als verlangt. Herr Klopfenstein hat es bereits erwähnt: Die Bürgerinnen und Bürger müssen heute beinahe unzumutbar oft an die Urne – jedenfalls wird dies so empfunden. Auch beim sogenannten Grossratsreferendum kann die BDP-Fraktion keinesfalls Ja zur Zahl 50 sagen. Wenn im Jahr 1995 vom Verfassungsgeber mit 100 Ratsmitgliedern ein qualifiziertes Mehr und damit eine zurückhaltende Anwendung einer ausserordentlichen Volksabstimmung angestrebt wurde, so hat der Lauf der Zeit aus Sicht der BDP nichts hervorgebracht, das Grund genug wäre, von dieser Haltung abzuweichen. Wir beantragen Ihnen einstimmig, den Vorstoss auch in Postulatsform abzulehnen.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Eigentlich sind die Grünen erstaunt, dass dieses Anliegen von Mitgliedern der stärksten Partei und Fraktion des Grossen Rats kommt. Wir stellen uns vor, dass es gerade ihnen relativ leicht fallen sollte, mit ihren vielen Mitgliedern und grosszügigen Mäzenen die nötigen Unterschriften innerhalb der Sammelfrist zusammenzubringen. In den letzten zwei bis drei Jahren gab es mehrere gute Beispiele aus dem Kanton Bern, wo es viel kleineren Parteien als der SVP oder sogar Privatpersonen gelang, genügend Unterschriften für ihre Initiativen, Referenden oder Volksvorschläge zu sammeln. Ein paar Beispiele sind in der Motionsantwort aufgeführt. Die Grünen halten die Volksrechte für wichtig. Wie Sie wissen, wenden auch wir das Instrument der Initiative an. Aus unserer Sicht sind aber die heutigen Hürden in Bezug auf die Anzahl an Unterschriften und die Sammelfrist gut und ausgewogen. Zudem gehört etwas Anstrengung dazu! Die Bevölkerungszahl im Kanton Bern ist im Steigen begriffen, und unsere Zeit ist immer schneller und kurzlebiger. Mit den sozialen Medien und dem Internet ist es viel einfacher, zu mobilisieren. Auf der einen Seite kann man mit einem Daumenklick Hunderte von Personen erreichen, sie über ein Anliegen informieren und dafür gewinnen. Auf der anderen Seite haben wir den Eindruck, dass sich die Leute oftmals nicht mehr wirklich für die vielen auch kantonalen Abstimmungsvorlagen interessieren. Dies hat einen Überdross, wenn nicht sogar eine Abstimmungsabstinz zur Folge. Allerdings birgt die Beglaubigung der Unterschriften Verbesserungspotenzial bei den Gemeinden in sich. Wir erleben es als sehr umständlich und ressourcenverschleissend – nicht nur für die Organisation, die die Unterschriften sammelt, sondern auch für die Gemeinden. Jeder Bogen wird nämlich einzeln geprüft. Oben wird aufgeführt, wie viele Unterschriften gültig sind, und am Schluss werden diese von allen Bogen zusammengezählt. Wir lehnen die Motion fast einstimmig ab; das Postulat haben wir nicht diskutiert. Ich nehme an, dass unsere Haltung ähnlich sein wird. Etwas Unterstützung erhält Ziffer 2 betreffend die Sammelfrist. Ziffer 3 finden wir am pikantesten: Die grösste Fraktion im Grossen Rat könnte mit einer zusätzlichen befreundeten Stimme ein Grossratsreferendum verlangen. Wir stehen dieser Möglichkeit skeptisch gegenüber und zweifeln daran, ob diese noch demokratisch genannt werden

kann.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion lehnt den Vorstoss auch als Postulat ab. Die vom Regierungsrat in seiner Antwort dargelegten Argumente sind aus unserer Sicht schlüssig und überzeugend. Die Motion geht diametral in eine andere als seitens der EVP angestrebte Richtung. Mit Blick auf den letzten Abstimmungssonntag stellen wir auch bei uns selber eine Abstimmungsmüdigkeit fest. Die Leute sind frustriert. Obwohl sie informiert und politisch interessiert sind, verlieren sie die Übersicht über die vielen Vorlagen und wissen nicht mehr genau, worum es geht. Im Kanton Bern haben wir mit dem Referendum gegen das Pensionskassengesetz bekanntlich dazu beigetragen. Auch diese Vorlage liess sich der Stimmbevölkerung kaum mehr vermitteln. Wir wissen alle, dass in den nächsten Jahren vor allem auf Bundesebene eine wahre Flut von Initiativen auf uns zukommen wird. Es wäre wirklich kontraproduktiv, die Hürden für die Initiative und das Referendum auch noch im Kanton Bern zu senken. Nach dem 18. Mai brachte es ein Leserbriefschreiber in der Zeitung «Der Bund» auf den Punkt, indem er Folgendes schrieb: «Immer mehr wird mit geschickt aufgezogenen Initiativen die traditionelle Demokratie der Schweiz in eine Initiativ-Diktatur verwandelt. Diesen Trend beweist die Flut von zum Teil unsinnigen Initiativen, welche lediglich der Selbstdarstellung profilierungssüchtiger Politiker dienen. Wann endlich greift eine Partei oder ein Journalist die dringend nötige Erhöhung der Unterschriftenzahl bei Volksinitiativen auf?» Wir alle in diesem Saal sind stolz auf die direkte Demokratie. Die Instrumente, welche die direkte Demokratie bespielen, sind aber sehr zart besaitet. Dazu müssen wir Sorge tragen. Passen wir beim stimmen dieser Saiten nicht auf, platzen sie, sodass sich das aktuell harmonische Konzert in eine Katzenmusik verwandelt. Diese würde keine ausgewogenen, wohl überlegten Entscheidungen mehr ermöglichen. Die Politik würde nur noch von Zufallsmehrheiten bestimmt. Dies will die EVP nicht. Deshalb lehnen wir das Postulat grossmehrheitlich ab.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). In dieser Sache schlagen zwei Herzen in der Brust der EDU-Fraktion. Thomas Fuchs hat es erwähnt: Wer selber Unterschriften gesammelt hat, weiss, dass dies nicht einfach ist. Gerade wir als kleinste Fraktion und als eine der kleinen Parteien im Kanton Bern wären dumm, die Unterschriftenzahl allenfalls noch zu erhöhen, anstatt sie zu senken. Ich entsinne mich, dass im Zusammenhang mit der Revision der KV eine Anhebung von 12 000 auf 15 000 Stimmen stattgefunden hat. Wer einmal gesammelt hat, weiss, dass man diese 15 000 Unterschriften erst einmal zusammenbringen muss. Zur Art und Weise, wie unsere Wählerinnen und Wähler zum Teil dargestellt wurden: Derart ungebildet sind sie nicht, dass sie überfordert wären und nicht mehr wüssten, worum es geht. Sorry, wenn ich es so sage. Zudem möchte ich daran erinnern, dass die vielen Vorlagen vor allem auf Bundesebene lanciert werden. Allenfalls müsste die Hürde dort diskutiert werden. Dies wäre aber auch gegen die eigene Klientel gesprochen. Nein, auf Kantonsebene werden wir durchaus nicht mit Vorlagen überschwemmt. Ich möchte die andere Seite ansprechen, zumal bisher nur die Überforderung erwähnt wurde und dass alles bestens sei. An die Adresse der FDP muss ich sagen, dass sie natürlich doch etwas Probleme hat, wenn es um Referenden und Initiativen geht! Das war schon immer so. Sie haben schon Dinge angerissen und sie dann nicht zu Ende geführt. Dies ist ihr Problem und sicher das der Linken oder der SVP, die so etwas zustande bringt. Das Ganze steht auch im Zusammenhang mit den demokratischen Abläufen. Ich bin froh, dass Thomas Fuchs die Motion in ein Postulat umgewandelt hat. Ich finde den Vorschlag gut, die SAK mit der Behandlung zu beauftragen. Was Ziffer 3 mit den 50 Unterschriften für das Grossratsreferendum anbelangt, so ist Thomas Fuchs ein «Polit-Fuchs». Er hat sich wohl gedacht, dass die 5 EDU-Mitglieder die aus 49 Mitgliedern bestehende SVP-Fraktion ergänzen würden, um die Hürde zu erreichen. (*Hilarité*) Spass beiseite! Die Frist von drei Monaten ist wirklich allzu knapp. Wer bereits einmal Unterschriften gesammelt hat, weiss, dass man sofort in den Startlöchern sein muss, um die Frist einzuhalten. Was Ziffer 1 anbelangt, könnte ein Mittelmass gewählt werden. Wir unterstützen das Postulat; dieses erlaubt uns, flexibel zu handeln.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Die direkte Demokratie ist mit ihren Instrumenten eine der grössten Errungenschaften auf der Welt. Wir werden darum beneidet, wenngleich sie möglicherweise eine gewisse Schwerfälligkeit mit sich bringt. Die direkte Demokratie garantiert aber die Stabilität in unserem Land und auch, dass wir nicht am Volk vorbeipolitisieren, sondern dass der Bezug zur Basis immer gewährleistet bleibt. Die Volksrechte sind ein grosses Privileg, darin sind wir uns einig. Wir würden es merken, wenn wir sie nicht mehr hätten. Der Antwort der Regierung ist zu entnehmen, dass wir in Bezug auf die Hürden Mittelmass seien. Die aktuellen Hürden sind aber – in

Bezug auf die Unterschriftenzahl und die Fristen – doch relativ hoch. Es ist nicht verboten, dass der Kanton Bern für einmal etwas weiter vorn liegt als nur im Mittelfeld. Wir könnten auch eine Vorreiterrolle einnehmen und uns im vorderen Drittel innerhalb der Schweiz einreihen. Deshalb erachtet es die SVP-Fraktion als sehr wünschenswert, die Fristen und Unterschriftenzahlen durch die neue SAK prüfen zu lassen. Die SAK verfügt zwar zurzeit noch über keinen «Kopf», wird aber sicher einen guten erhalten. Aus diesen Gründen unterstützen wir das Postulat in allen drei Punkten.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die Volksrechte sind effektiv sehr wichtig. Ihnen Sorge zu tragen, ist auch der SP-JUSO-PSA-Fraktion ein grosses Anliegen. Im Gegensatz zum FDP-Sprecher halten wir es allerdings nicht für ein Spiel mit dem Feuer, über die Volksrechte und eine allfällige Erhöhung oder Senkung der Anzahl an Unterschriften zu sprechen. Ich glaube auch nicht, dass eine Weiterentwicklung der Volksrechte ein Bumerang wäre. Ich halte es wie die Vorredner, indem ich sage, dass das Volk doch eine gewisse Intelligenz aufweist. Der Motionär hat seinen Vorstoss in ein Postulat umgewandelt. Da einzeln über die drei Ziffern abgestimmt wird, kann ich mir vorstellen, dass einzelne Mitglieder meiner Fraktion den Ziffern 1 und 2 in der Postulatsform zustimmen werden. Was Ziffer 3 anbelangt – und dies haben meine Vorredner bereits erwähnt –, so handelt es sich um eine komplett neue Geschichte. Die geforderte Anzahl von 50 Mitgliedern des Grossen Rates, welche ein Grossratsreferendum erwirken können sollen, ist doch etwas über das Ziel hinausgeschossen. Die Ziffern 1 und 2 können in der Sache sicher diskutiert werden. Allerdings möchte ich namens meiner Fraktion folgende Punkte erwähnen: Der Regierungsrat schreibt, dass es in letzter Zeit einfacher geworden sei, Unterschriften zu sammeln. Natürlich ist es in der heutigen Zeit nicht einfacher; es gibt mehr Leute und diese sind mobiler. So gesehen ist die Unterschriftensammlung einfacher. Wie die Vergangenheit mehrmals gezeigt hat, ist es heute gut organisierten Verbänden möglich, die nötigen Unterschriften in der nötigen Zeit zu sammeln. Deshalb gilt es vorsichtig an die vorgeschlagene Senkung der Unterschriftenzahl heranzugehen. Darüber kann man diskutieren, wenn auch mit grosser Vorsicht. Vielleicht ist es gut, dass es einer gewissen Anzahl von Stimmberechtigten bedarf, die ein Anliegen unterschreiben. Wenn Sie sehen, wie viele Mitglieder unsere Verbände im Kanton Bern haben – und damit meine ich nicht nur die links-grünen Verbände, sondern zum Beispiel auch den Hauseigentümerverband (HEV) –, wäre es gut, Anliegen zu bringen, die in den entsprechenden Verbänden verankert sind. Einzelne Teile von Verbänden könnten ein Anliegen zur Abstimmung bringen. Insofern ist der Rückhalt in den Verbänden wirklich wichtig. Deshalb ist das Erfordernis einer bestimmten Anzahl an Unterschriften richtig. Der Kanton Bern liegt bei der Anzahl Unterschriften, die es für Volksinitiativen und Referenden braucht, im schweizerischen Durchschnitt. Auch in dieser Hinsicht sollten wir mit Vorsicht darüber diskutieren, ob wir zum vorderen Drittel gehören wollen, Lars Guggisberg, sonst könnten wir auch in anderen Bereichen Spitzenreiter sein. Letztlich möchte ich anfügen, dass das ganze System der Volksrechte im Zusammenhang mit dem Parlament, der Regierung und der Judikative austariert ist. Wenn wir bei einem gewissen Teil der Volksrechte – gerade mit der Halbierung der Unterschriftenzahlen – eine wesentliche Verschiebung vornehmen, müssten wir ausgedehnter darüber sprechen, ob das System dann noch austariert ist. Zum Schluss möchte ich daran erinnern, dass, um auf Bundesebene ein Referendum einzureichen, eine Frist von 100 Tagen, also fast drei Monaten, zur Verfügung steht. Insofern ist die Frist für Referenden und Volksvorschläge sicher nicht ganz aus der Luft gegriffen. Es gibt Möglichkeiten, darüber zu diskutieren. Thomas Fuchs, selbst wenn Corrado Pardini Mitmotionär wäre, hätte meine Fraktion wahrscheinlich keine andere Meinung. Die Ziffern 1 und 2 können wir sicher teilweise in der Postulatsform unterstützen; als Motion würden wir sie deutlich ablehnen. Ziffer 3 werden wir auch als Postulat in aller Deutlichkeit ablehnen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). «Stärkung der Volksrechte» – dies tönt wirklich immer gut, Thomas Fuchs! Darüber müsste man diskutieren. Allerdings glauben wir, dass es sich hier um eine leichte Mogelpackung handelt, ungeachtet der Umwandlung in ein Postulat und der punktweisen Abstimmung. Ich habe die Vermutung – und vielleicht tue ich Ihnen Unrecht – dass gerade Ziffer 3 bezüglich des Volksvorschlags Ähnlichkeit mit dem Volksvorschlag betreffend die Motorfahrzeugsteuer aufweist. Dieser wurde gut angenommen und führte zufälligerweise zu einer Halbierung der Steuern der Garagisten. Aus unserer Sicht soll es nicht einfacher werden; es braucht eine gewisse Anstrengung, um politisch etwas zu erreichen, zumal ein Volksrecht einen Wert haben muss. Wenn man eine Überzeugung hat, muss man auch überzeugen können.

Ansonsten bringt es nichts. Wenn der Hinterste und Letzte ganz einfach vorgehen könnte, wäre dies eine Verminderung des Werts der Volksrechte. Lars Guggisberg, noch eine kleine Erwiderung: Sie haben vorhin gesagt, dass wir beneidet werden. Dies glaube ich Ihnen zum Teil. Der Grund dürfte auch darin liegen, dass man im Ausland nicht so recht weiss, welches die genauen Konsequenzen sind. Wüsste man im Ausland, wie oft und zu welchen Themen in der Schweiz abgestimmt wird, würde der Neid vielleicht umschlagen. Dies lässt sich mit der Homöopathie vergleichen, wo es die Menge ausmacht. Etwas, das hilft, kann manchmal auch zum Gift werden. Mich erstaunt, was hier noch von niemandem erwähnt wurde: Letztendlich ist die Unterschriftenzahl ein Sparbeitrag. Es ist nicht unerheblich, was eine zustande gekommene Initiative kostet. Wenn wir noch mehr Initiativen und Referenden haben, kostet uns dies noch mehr Geld. Allenfalls kann es später zu einem Sparbeitrag führen bzw. auch zu einer Reduktion der Steuern. Letzteres fänden Sie sicher auch gut. Abschliessend, um es in der Terminologie des jetzt noch anwesenden Motionärs zu sagen: Sie reden jeweils davon, dass man den Schweizer Pass nicht verscherbeln dürfen. Bitte verscherbeln Sie die Volksrechte nicht! Die glp-Fraktion lehnt sowohl den Vorstoss sowohl in der Motions- als auch in der Postulatsform ab.

La présidente. En tant qu'intervenant individuel, M. Hess a la parole. Vous n'avez que trois minutes.

Erich Hess, Berne (UDC). Ich bin doch etwas erstaunt darüber, wie demokratiefeindlich dieses Parlament ist. Im Vergleich zur nationalen Ebene oder zu anderen Kantonen haben wir im Kanton Bern fast keine Referenden und Initiativen. Dies liegt unter anderem gerade an der hohen Anzahl erforderlicher Unterschriften. Ich glaube, dieses Parlament will – inklusive der linken Seite –, dass gut betuchte Organisationen Referenden zustande bringen. Darauf wird es einmal mehr hinauslaufen: Jede Unterschrift kostet Geld. Es ist gut, dass sich vor allem die Linken für wohlhabende, gut betuchte Organisationen einsetzen wollen, welche Initiativen und Referenden durchbringen wollen. Ich danke Ihnen allen, dass Sie dermassen viel Verständnis für die Volksrechte haben! Ich hoffe, das Volk wird an den nächsten Wahlen wieder an Sie denken! Besten Dank für die Aufmerksamkeit.

Heinz Siegenthaler, Rütli b. Büren (PBD). Sie haben es mehrmals gesagt: Initiativen sind Volksrechte. Ich bin klar der Meinung, dass ein Volksrecht ein teures und wertvolles Gut ist; es soll seinen Preis haben. Den Preis beziffere ich mit der Anzahl an zu sammelnden Unterschriften. Ich habe kürzlich zum ersten Mal in meinem Leben geholfen, Unterschriften für eine Initiative zu sammeln. Dies ist kein ganz einfaches Unterfangen. Ich bin stolz darauf, dass wir es geschafft haben. Die Volksrechte dürfen nicht verbilligt und zu einem Verbandsrecht gemacht werden, sodass jedermann und jedefrau ohne Weiteres Unterschriften einreichen kann. Weshalb haben wir die Volksrechte überhaupt? Diese sind als Notbremse vorhanden, wenn die Bevölkerung in ihrer Mehrheit den Eindruck hat, dass das, was Parlament und Regierung tun, entgleist, sodass die Notbremse gezogen werden kann. Heute erlebe ich, dass die Initiative als Wahlinstrument missbraucht wird und dass die Demokratie mit einer Flut von Initiativen ausgehöhlt werden kann. Man kann mit dem dauernden Sammeln von Unterschriften und Einreichen von Initiativen die Bürgerinnen und Bürger an die Urnen holen, sodass sie frustriert sind und nicht mehr abstimmen. Ein Abstimmungskampf kostet jedes Mal viel Geld. Hierfür braucht es Parteien und Leute, die dies finanzieren können. Letztlich können es vielleicht Parteien mit viel Geld und andere Parteien weniger. Man kann das Instrument auch missbrauchen, indem man es billig macht. Ich bitte Sie deshalb, auch das Postulat abzulehnen.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Teilweise bin ich mir vorgekommen, als wäre ich im falschen Film. Man merkt, dass einige tatsächlich noch nie Unterschriften gesammelt haben. Oder sie haben dies – wie Heinz Siegenthaler nach all den Jahren kurz vor dem Eintritt in den Nationalrat – zum ersten Mal gemacht. Insofern empfehle ich Ihnen, etwas mehr auf die Strasse zu gehen, um Unterschriften zu sammeln. Dann werden Sie die Probleme sehen, so auch das in Ziffer 2 aufgegriffene bezüglich der Beglaubigungen. Es gibt tatsächlich Gemeinden, die einem die Unterschriftenbogen zurücksenden mit der Bemerkung, es sei kein Rückantwortumschlag beigelegt worden. Weiter gibt es Gemeinden, die auf die Zuständigkeit einer Nachbargemeinde verweisen. Anstatt die betreffenden Unterschriftenbogen an diese weiterzuleiten, schicken sie sie an die Initianten zurück. Es ist klar: Die Regierungen lieben die Initiativen nicht, da sie lästig und, wie wir gehört haben,

aufwendig und teuer sind. Hannes Zaugg, dass die Kosten das Problem sein sollen, ist doch etwas fragwürdig. Natürlich verursacht die Behandlung von Initiativen Arbeit. Wenn sogar die Grünen für die Senkung der Unterschriften oder für eine Vereinfachung sind, ist es doch etwas peinlich. Ich hoffe, dass die Wähler dies entsprechend zur Kenntnis nehmen werden. Ich finde es bedenklich, wenn man sagt, das Volk sei zu müde, zu überanstrengt, oder es möge wegen einer oder zwei Initiativen mehr nicht mehr abstimmen. Die Stärke dieses Landes besteht eben darin, über alles abstimmen zu können, sogar über die verrücktesten Ideen, sofern man die Unterschriften zusammenbringt. In anderen Ländern wäre die Bevölkerung froh, etwas mehr abstimmen zu können. Deshalb täte etwas mehr Volksnähe allen gut. Aus meiner Sicht gibt es nicht zu viele demokratische Rechte, sondern es kann nicht genug davon geben. Letztlich ist es immer besser, wenn das Volk auf allen Ebenen eingreifen kann. Monika Gyax hat gesagt, die Bürger müssten an die Urne gehen. Nein, sie müssen nicht, sie dürfen an die Urne gehen! Dementsprechend bitte ich Sie nochmals, die Ziffern 1 und 2 zu überweisen. Hannes Zaugg kann ich beruhigen: Mein Ziel war es nicht, insbesondere Ziffer 3 durchzubringen. Im Gegenteil, ich habe Ziffer 3 sogar heikel gefunden, weil es der linken Seite einfach fallen dürfte, 50 Mitglieder zusammenzubringen. Wie gesagt, würde dies schliesslich zu einer Volksabstimmung führen, wogegen man sicher nichts haben kann. Vielleicht wird die Zahl höher sein. Deshalb haben wir den Vorstoss in ein Postulat umgewandelt. Ich bitte Sie, dies so weiterzuführen. Besonders erstaunt bin ich, dass sich vor allem die ganz kleinen Parteien der linken Seite nicht geäussert haben. Vielleicht war der Absender einmal mehr der Falsche.

La présidente. M. Fuchs vous avez fait cela parfaitement. La première fois que vous faites une intervention, je le rappelle, lors d'un débat libre, c'est cinq minutes et la deuxième fois c'est trois minutes. Je le rappelle à tout le monde pour que ce soit clair. Je donne la parole à M. le chancelier.

Christoph Auer, chancelier d'Etat. Der Regierungsrat beantragt Ihnen die Ablehnung dieser Motion in allen drei Punkten. Grossrat Guggisberg und Grossrat Siegenthaler sowie alle, die sich in diesem Sinne geäussert haben, haben aus Sicht der Regierung recht: Die Volksrechte sind etwas Wesentliches und Wertvolles. Dazu müssen wir Sorge tragen. Unser Ziel müsste eine möglichst hohe Stimmbeteiligung bei den Wahlen und Abstimmungen sein. Diesbezüglich sieht der Regierungsrat die Gefahr, dass ein Tiefersetzen der Hürden – und damit eine Zunahme der Abstimmungen – keinen Ausbau der demokratischen Rechte bedeuten, sondern dazu führen würde, dass die Stimmberechtigten mit der Zeit abstimmungsmüde werden. Dies hätte einen weiteren Rückgang der Stimmbeteiligung zur Folge. Der Motionär hat als leuchtendes Beispiel den Kanton Zürich erwähnt und dass sich der Kanton Bern diesen wegen der tiefen Hürden als Vorbild nehmen soll. Am 18. Mai haben im Kanton Bern drei komplizierte kantonale sowie drei eidgenössische Abstimmungen stattgefunden. Der Kanton Zürich hat am gleichen Datum nebst den drei eidgenössischen Abstimmungen sechs kantonale Abstimmungen durchgeführt. In vielen Gemeinden kamen kommunale Abstimmungen hinzu. Stellen Sie sich vor: sechs kantonale, drei eidgenössische sowie kommunale Abstimmungen! Allein die Abstimmungserläuterungen für die Stimmberechtigten bergen die Gefahr eines gewissen Verdrusses in sich, den Umschlag irgendwann beiseite zu legen, weil die Materie zu umfangreich und zu kompliziert ist. Dies kann nicht in unserem Interesse liegen! Deshalb ist der Regierungsrat klar der Meinung, dass ein Tiefersetzen der Hürden nicht richtig ist. Die Gründe wurden genannt. Die Stimmbevölkerung hat seit der Einführung der Quoten zugenommen, und durch Socialmedia ist die Unterschriftenbeschaffung einfacher geworden. Weshalb ist der Regierungsrat auch gegen eine Annahme dieses Vorstosses als Postulat? Der Regierungsrat hat seine Haltung klar in seiner Antwort zum Ausdruck gebracht. Aus seiner Sicht gibt es in dieser Frage nichts mehr zu prüfen. Meines Erachtens ist der Regierungsrat auch der falsche Ansprechpartner. Der Verfassungsreform, welche sich mit der Verwesentlichung und der Überprüfung der Volksrechte befasst, liegt eine parlamentarische Initiative zugrunde. Diese wurde bei der SAK deponiert. Wenn Sie den vorliegenden Vorstoss in Postulatsform überweisen und den Regierungsrat mit der Prüfung der Änderung der Unterschriftenzahlen beauftragen, läuft dies parallel zu den Arbeiten betreffend die parlamentarische Initiative. Insofern ist der Regierungsrat der falsche Ansprechpartner. Die SAK kann das Thema natürlich im Rahmen des offen gehaltenen Auftrags der parlamentarischen Initiative ohne Weiteres in die Gesamtprüfung der Volksrechte einschliessen. Den Regierungsrat parallel dazu, mittels Postulat, mit einer Überprüfung zu beauftragen, ist aus dessen Sicht nicht zielführend.

La présidente. Nous passons au vote. Je le rappelle, il s'agit d'un postulat et nous allons voter point par point. Ceux qui acceptent le point 1 de ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du point 1

Oui 56

Non 86

Abstentions 4

La présidente. Vous avez refusé le point 1 de ce postulat. Nous passons au deuxième point. Ceux qui acceptent le point 2 de ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du point 2

Oui 57

Non 84

Abstentions 3

La présidente. Vous avez également refusé le point 2 de ce postulat. Nous passons au troisième point de ce postulat. Ceux qui acceptent le point 3 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du point 3

Oui 42

Non 101

Abstentions 3

La présidente. Vous avez également refusé le point 3 de ce postulat.